



UJLOG

N° 9, Décembre 2021

Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa

Revue du Laboratoire des Sciences Sociales et des Organisations
Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa

Revue du Laboratoire des Sciences Sociales et des Organisations
UFR : Sciences Sociales et Humaines



L N N N I Y A



Vol. 2 - N° 6, 2019



LONNIYA

N° 9, Décembre 2021

Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa

Revue du Laboratoire des Sciences Sociales et des Organisations

UFR : Sciences Sociales et Humaines



Sciences Sociales et Humaines

n°9, Décembre 2021

Décembre 2021

Dépôt légal : Quatrième trimestre 2021

© UJLOG 2020

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous les pays. Côte d'Ivoire

Maquette et mise en pages :

Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa

ISSN : 2434-561X

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Prof. KONE ISSIAKA,

Professeur Titulaire de socio-anthropologie des organisations

Doyen de l'UFR : Sciences Sociales et Humaines de l'Université Jean Lorougnon Guédé Daloa, BP 150 Daloa

Directeur du Laboratoire Interuniversitaire des Sciences Sociales et des Organisations

REDACTEUR EN CHEF

Dr. Guéhi Zagocky Euloge

REDACTEUR EN CHEF ADJOINT

Dr. Goin Bi Zamblé Théodore / Dr Mazou Hilaire

Correspondance : www.lasso-ci.com E-mail

: eulogemomo@yahoo.fr

goinbited@gmail.com

koneissiaka2@yahoo.fr

hilairemazou@yahoo.fr

COMITE SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL

Présidents d'Honneur

Professeur KOUAKOU N'GUESSAN FRANÇOIS,
*Académicien (ASCAD), Professeur Titulaire (Emérite) Sociologie/
Anthropologie, Président Honoraire de l'Université de Bouaké
aujourd'hui Université Alassane Ouattara*

Professeur TIDOU ABIBA SANOGO, Professeur
TitulaireHydrobiologie/Ecotoxicologie
*Présidente de l'Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa,
Présidente de l'Association des Femmes Enseignantes-Chercheuses
de Côte d'Ivoire*

Membres

- Pr. Mouckaga Hughes, Histoire ancienne, Université Oumar Bongo, Libreville, Gabon
- Pr KARIM traoré, african studies, Mande studies association, university of Georgia
- Pr. Nouhouayi Jovite Albert, Sociologie et Philosophie, Université d'Abomey-Calavi, Benin
- Pr. Tingbé-Azalou Albert, Sociologie, Université d'Abomey-Calavi, Benin
- Pr. Maïga Alkassoum, Sociologie, Université de Ouagadougou, Burkina Faso
- Pr. Ibo Guehi Jonas, Environnement, Université d'AboboAdjamé, Côte d'Ivoire
- Pr. N'goran Kouakou François, Sociologie et Anthropologie, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire
- Pr. Koné Issiaka, Sociologie et Anthropologie, Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa, Côte d'Ivoire

- Pr. Andji-Yapi Yao Jonas, Représentant de l'AUF, Côte d'Ivoire
- Pr. Tamba Moustapha, Sociologie, Université Cheick Anta Diop de Dakar, Sénégal
- Pr. Koné Tidiani, Hydrobiologie, Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa, Côte d'Ivoire
- Pr. Brou Emile Koffi, Géographie, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire
- Pr. Dedy Seri Faustin, Sociologie et Anthropologie, Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, Côte d'Ivoire
- Pr. Azoumana Outtara, Philosophie, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire
- Pr. Yahaya Diabi, Communication, Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, Côte d'Ivoire

COMITE DE LECTURE INTERNATIONAL

- Kouaro Ouassa Monique (Maitre de Conférences) Sociologie. Université d'Abomey-Calavi (Benin)
- Nassa Dadié Axel Désiré (Maitre de Conférences), Géographie, Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody (Côte d'Ivoire)
- Vanga Adja Ferdinand (Maitre de Conférences) Sociologie et Anthropologie. Université Péleforo Gon Coulibaly Korhogo (Côte d'Ivoire)
- Imorou Abou Bakari, (Maitre de Conférences), Sociologie et Anthropologie, Université d'Abomey-Calavi (Benin)
- Gbémou Kokou Mawulikplimi (Maitre de Conférences) Sociologie. Université de Lomé (Togo)

- Hetcheli Kokou Folly Lolowou (Maitre de Conférences)
Sociologie. Université de Lomé (Togo)
- Dodji Hypolithe Amouzouvi (Maitre de Conférences)
Sociologie. Université d'Abomey-Calavi (Benin)
- Kibora Ludovic (Maitre de Conférences) Anthropologie.
Centre National de Recherche Scientifique et
Technologique (Burkina Faso)
- Palé Augustin (Maitre de Conférences) Anthropologie. Centre
National de Recherche Scientifique et
Technologique (Burkina Faso)
- Paterne Mambo (Maitre de Conférences Agrégé) Droit.
Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa (Côte d'Ivoire)
- Kouakou Augustin (Maitre de Conférences Agrégé) Sciences
économiques. Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa
(Côte d'Ivoire)
- Gnabro Ouakoubo Gaston (Maitre de Conférences)
Histoire. Université Péleforo Gon Coulibaly Korhogo
(Côte d'Ivoire)
- Edinam Kola (Maitre de Conférences) Géographie.
Université de Lomé (Togo)
- Fourn Elisabeth (Maitre de Conférences) Sociologie.
Université d'Abomey-Calavi (Benin)
- Gueu Denis (Maitre de Conférences) Sociologie/
Criminologie. Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody
(Côte d'Ivoire)
- Zerbo Yacouba (Maitre de Conférences) Histoire et
Archéologie. Université Ouaga I Professeur Joseph KiZerbo
(Burkina Faso)
- Fatoumata Badini / Kinda (Maitre de Conférences)
Sociologie. Université Ouaga I Professeur Joseph Ki-Zerbo
(Burkina Faso)
- Pohor Rubin (Maitre de Conférences) Sociologie.

- Université Alassane Ouattara Bouaké (Côte d'Ivoire)
- Akaffou Doffou Sélastique (Maitre de Conférences)
Génétique et Amélioration des plantes. Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa (Côte d'Ivoire)
 - Kouassi Kouakou Lazare (Maitre de Conférences)
Hydrologie-Sédimentologie. Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa (Côte d'Ivoire)
 - Traoré Karidja (Maitre de Conférences) Botanique.
Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa (Côte d'Ivoire)

Recommandations aux auteurs

1. L'auteur doit envoyer à la revue, trois (3) exemplaires de son texte avec un résumé en français
2. L'article doit être dactylographié à interligne double et ne devra pas excéder vingt cinq (25) pages.
3. Tous les textes reçus par la revue sont soumis à divers lecteurs pour évaluation.
4. Lorsque le texte est jugé publiable, l'auteur doit envoyer à la revue, la version définitive sur disquette et sur papier en deux exemplaires (l'original et la photocopie)
5. L'auteur doit indiquer sur la disquette le logiciel et le type d'ordinateur utilisé.

Exemple : Windows 98/PC ou Word 7/Mac.

6. Une fois le texte publié, les manuscrits et les disquettes ne peuvent être réclamés.

L'auteur reçoit en revanche deux (02) tirés à part de l'article publié

SOMMAIRE

SREU ERIC, KOUA ASSEMAN MEDARD, KOUASSI KONAN, KOUA AKA N'ZI JEAN VINCENT, : STRATEGIE AVANCEE DES SOINS PRIMAIRES PSYCHIATRIQUES DANS LES CENTRES DE SANTE PRIMAIRES ET CAMPS DE PRIERE DE LA REGION SANITAIRE DE GBEKE	1-17
KOFFI KOUASSI ANTOINE, ZOGBO ZADY EDOUARD, ASSI-KAUDJHIS NARCISSE BONAVENTURE, : LE ROLE DES MUTUELLES DE DEVELOPPEMENT DANS LE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA COMMUNE DE BOCANDA (CENTRE EST DE LA COTE D'IVOIRE)	18-33
KOUA ASSEMAN MEDARD, MAZOU GNAZEGBO HILAIRE, DJO BI DJO FRANCOIS, KONANDRI EMERIC, KOUA AKA N'ZI JEAN VINCENT, SREU ERIC: LES STRUCTURES ORGANISATIONNELLES DES CAMPS DE PRIERE DE LA REGION SANITAIRE DE GBEKE	34-47
LALLY KOUADIO ALEXIS, SANGARE MOUSSA: LA PROBLEMATIQUE INVISIBLE DE LA VIOLENCE ENVERS LES HOMMES DANS LES COUPLES BINATIONAUX VIVANT EN CÔTE D'IVOIRE	48-69
AFFO FABIEN: SYMBOLISME DE LA "VACHE D'ATTACHE" ET CONSTRUCTION DE LA SOLIDARITE CHEZ LES PEULHS DU NORD-BENIN	70-86
YAO N'ZUE PAULINE EP. SOMA, N'GUESSAN KOUADIO MARUS, TOURE WETCHORI: LES ACTIVITES DES GROUPEMENTS FEMININS : UNE OPPORTUNITE POUR L'AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LA SOUS-PREFECTURE DE KARAKORO	87-102
TRAORE DIDIATA.: DEFIS LIES A LA REINSERTION SOCIALE DES EX JEUNES DELINQUANTS PAR L'ACTION COMMUNAUTAIRE	103-116

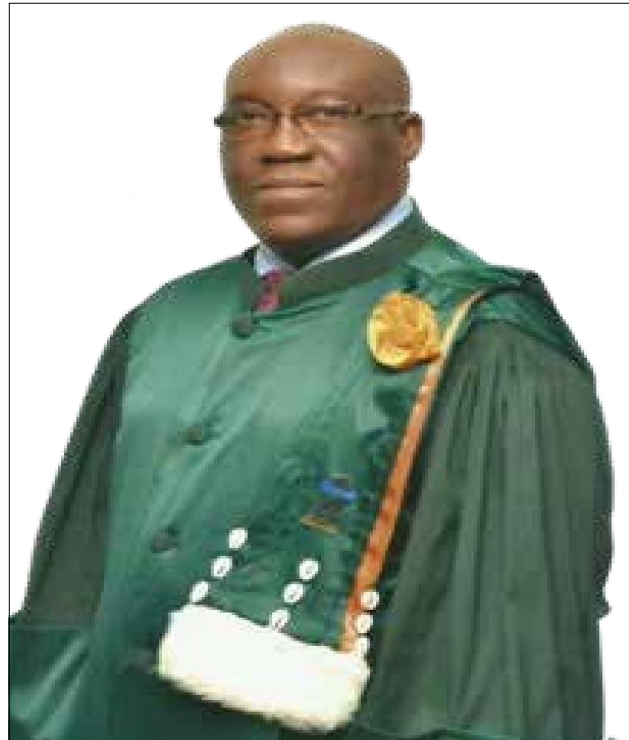
ODETTE KOUASSY, ISSIAKA KONE : ORGANISATION MAGICO-RELIGIEUSE DANS LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE, DES ASSURANCES TOUS RISQUES QUI AUGMENTENT LE DÉSIR DES JEUNES MALINKÉ DE DALOA	117-135
GBATO ZRAN KESSE GEDEON, APPIAH ADOU, TOURE IRAFIALA: POUVOIR ET GESTION DE L'ESPACE UNIVERSITAIRE PAR LES ORGANISATIONS ASSOCIATIVES ESTUDIANTINES : UNE RELECTURE DE RELATIONS ORGANISATIONNELLES ENTRE LE CEECI, L'UAO ET LE CROU-B	136-146
SOHOU N'GANI A. ABIDE: ART, CULTURE ET DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE	147-167
CLEMENT GBEHI, ALBERT TINGBE AZALOU, VALENTIN A. AGBO: LES MEDIATIONS AU CŒUR DE LA MISE EN FORME DES DEMANDES DES PETITS PAYSANS	168-188
LALLY KOUADIO ALEXIS, SANGARE MOUSSA: LA PROBLEMATIQUE INVISIBLE DE LA VIOLENCE ENVERS LES HOMMES DANS LES COUPLES BINATIONAUX VIVANT EN CÔTE D'IVOIRE	189-209
GOÏTA INSIATA OUATTARA: LA SCOLARISATION OBLIGATOIRE AU PRIMAIRE DANS LE DEPARTEMENT DE VAVOUA : STRATEGIES DEVELOPPEES ET PERCEPTIONS DES ACTEURS.....	210-221

ÉDITORIAL

L'Afrique, le continent aux 55 Etats caractérisés par la pérennisation des traditions, des us, des coutumes, la perpétuation des pratiques culturelles, sociales, politiques et économiques. Les dynamiques qui se dégagent de ces *modus vivendi* seront questionnées par l'islamisation, la christianisation, la traite des esclaves, la colonisation, les luttes d'indépendances, les programmes d'ajustement structurels inadaptés, les sempiternelles crises politico-économiques, les bouleversements des équilibres sociaux, la crise du lien social. Les vicissitudes de la vie dans un espace urbain, rural, les avatars de choix politiques et économiques inadaptés, la migration, les problèmes fonciers, l'accès à l'eau potable, la santé, l'éducation, les religions, la mondialisation, la mauvaise gestion de la biodiversité et de l'environnement, les effets induits et pervers du changement climatique et du réchauffement de la terre bref, l'Afrique est passée par ces étapes qui ont produit des mutations diverses.

Aujourd'hui il est question de commerce équitable, d'alter mondialisme, de changement climatique, de développement durable, en un mot de bonne gouvernance.

C'est dans ce contexte que la Revue "Lonniya" la connaissance, (le savoir en langue malinké) du Laboratoire interuniversitaire



des Sciences Sociales, et des Organisations (L.A.S.S.O), dans une approche pluridisciplinaire des sciences sociales, des sciences humaines, en un mot des sciences tout court, se propose de mettre à la disposition de tous les résultats des études capitalisées par lui.

Gageons que les investigations et articles des enseignants chercheurs et chercheurs vont ouvrir la voie à d'autres pistes, axes de réflexion et domaines plus ou moins complexes implémentant le secteur de la recherche fondamentale, la recherche action, voire la recherche développement !

Professeur KONE

LES MEDIATIONS AU CŒUR DE LA MISE EN FORME DES DEMANDES DES PETITS PAYSANS

Clément Gbêhi,

Ecole d'Economie, Socio-Anthropologie et Communication, Université d'Abomey-Calavi
(Bénin)

clement.gbghi@yahoo.fr.

Albert Tingbé Azalou

Valentin A. Agbo

Résumé

La promotion de l'approche orientée vers la demande a favorisé l'émergence de plusieurs processus de médiation déployés pour mettre en œuvre les initiatives de développement. Face à ce changement, l'initiative 1000+ a promu le financement axé sur la demande pour offrir des services accessibles et concordants aux demandes des petits paysans. Cet article analyse les efforts déployés pour mettre en œuvre les processus de médiation qui affectent l'articulation des demandes. Dans cette optique, des investigations qualitatives combinées aux enquêtes quantitatives sont réalisées. L'analyse révèle que les efforts consentis durant la cartographie des marchés, la flexibilité, la construction des réseaux et les négociations ont amélioré la qualité des services offerts et facilité l'intégration des petits paysans aux systèmes de marchés. Mieux, les résultats prouvent que le renforcement des compétences et l'incorporation des connaissances locales ont légitimé les processus de médiation déployés. Il serait alors pertinent d'approfondir les réflexions concernant ces dimensions prospectives.

Mots clés : privatisation, approche orientée vers la demande, financement axé sur la demande, processus de médiation, petit paysan, Bénin.

Abstract

The promotion of demand-oriented approaches still has facilitated the emergence of several intermediations processes deployed to achieve development projects. In the face of this change, the project 1000+ has promoted demand side financing in order to provide accessible services that match small-scale farmers' demands. This paper analyses effort deployed to achieve appropriate mediation processes that affect demand articulation. To do so, qualitative and quantitative-oriented approaches are used to investigate the processes through which the project 1000+ evolved. Results show that efforts deployed during mapping the market, flexibility, network building and negotiations are critical in demand articulation while facilitating small-scale enterprise integration into input and output markets. More important, strengthening of competences and local knowledge incorporation appeared as engines legitimizing mobilized intermediations processes. Promoting these engines will be essential if intermediation processes are to contribute further to demand-oriented approach.

Keywords: privatization, demand-oriented approach, demand side financing, mediation processes, small-scale farmer, Bénin.

Introduction

L'approche orientée vers la demande est promue dans de nombreux pays en développement en vue de soutenir les paysans vivants dans les zones marginalisées. Cette nouvelle approche date des années 1990 et des échecs en série des interventions agricoles des années 70 et 80. Dès lors, les structures privées ont pris d'assaut les appui-conseils aux paysans après la promulgation par le gouvernement béninois de la "Lettre de Politique de Développement" (LPDA) en 1991 qui a libéralisé le secteur agricole. Elles sont jugées nécessaires pour accroître la production agricole et assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations (Tobin *et al.*, 2016 ; Bierschenk *et al.*, 2000). L'appui-conseil s'est progressivement privatisé, d'abord par les services de fourniture d'intrants (semences, engrais chimiques, insecticides, etc.), puis par la dissémination des connaissances agricoles. Plusieurs recherches ont cependant analysé les institutions privées, et concluent que ces dernières, soucieuses de maximiser les profits, s'abstiennent d'investir pas dans l'accompagnement des petits paysans pauvres ne disposant pas de pouvoir d'achat élevé.

Contestées en raison de l'exclusion des petits paysans, les politiques d'appui-conseil privé ont néanmoins permis l'émergence de collaboration avec les structures publiques (Labarthe et Laurent, 2013). L'une qui suscite beaucoup d'engouement est le modèle de "financement axé sur la demande". Dans ce modèle, les ressources financières publiques sont mises à la disposition des structures privées pour apporter l'appui nécessaire et concordant aux demandes de populations marginalisées (Faure *et al.*, 2018 ; Berdegue et Marchant, 2002). Bien qu'il ait fait l'objet de nombreux travaux au cours des dernières décennies, les réflexions ont surtout focalisé les interactions entre les acteurs et la coordination des appui-conseils (Compagnone *et al.*, 2015 ; Le Coq *et al.*, 2012). Elles ont cependant noté que la mise en œuvre du modèle résulte de la combinaison de plusieurs approches méthodologiques ; mais elles n'ont que peu apporté les preuves empiriques. A partir de l'étude de l'initiative du financement axé sur la demande du projet 1000+, cet article se propose de reconstituer la mise en forme des appui-conseils concordant aux demandes des petits paysans.

Mettre en forme les demandes des petits paysans nécessite des médiations, en ce sens que des divergences, sources de conflits, émergent souvent entre les priorités du gouvernement et celles des petits paysans. Ainsi, l'analyse met en exergue les mécanismes à l'œuvre dans la conciliation. Ce qui explique pourquoi l'intérêt ici focalise les appui-conseils impliquant les petits paysans et leurs organisations. La médiation est une méthode de prévention et de

résolution des divergences, des différends, et des conflits émergents. Elle désigne le processus de clarification des attentes et d'établissement de dialogue afin qu'elles identifient des solutions gagnant-gagnants (Müller, 2013 ; Pequignot, 2007). Elle implique l'existence de conflits potentiels ainsi que la présence d'institutions, au sens de Durkheim (1983), c'est-à-dire 'des valeurs et modes de conduits institués par les parties prenantes'.

La mise en forme des demandes des petits paysans requiert de la médiation orientée vers la conciliation des divergences : les processus d'appui-conseils facilités par les structures privées visent à co-construire des demandes répondant aux contraintes vécues. La médiation est facilitée par des ressources financières, de compétences techniques et organisationnelles et de supports politiques. De ce fait, elle a permis d'interroger les demandes à partir de plusieurs perspectives : celle des arrangements définis, celle des ressources cognitives et effectives déployées, et celle des connaissances incorporées dans la formulation des priorités. Ainsi, la concrétisation des demandes impose également. L'analyse considère ces ressources comme 'médiées', au sens où Latour (1999) parlent de traduction, c'est-à-dire le processus piloté par le facilitateur qui manœuvre les intérêts dans le but d'obtenir des soutiens. Lors des appui-conseils privés, l'évaluation de la situation, la facilitation du sens et de la compréhension partagée et la recherche de solutions appropriées sont autant de traductions déterminantes de la co-construction des demandes des petits paysans. Après l'introduction qui situe et conceptualise la problématique, les méthodes de recueil et d'analyse des données ainsi que les résultats sont présentés et discutés. Cet article conclut avec une implication, celle d'approfondir les réflexions concernant l'environnement structurant qui légitime la médiation

1. Méthodes de recueil et d'analyse des données

La recherche est qualitative, et modélisée à partir de l'approche méthodologique potentialisée par Latour (2005), qui suggère le suivi des acteurs ; ce qui permet de reconstituer leurs trajectoires. L'acteur ici est compris comme les individus, les organisations, les groupes de personnes ou les institutions, ainsi que les réseaux de relations ou les effets produits. Ces acteurs agissent conséquemment, développent des pratiques y compris des comportements et des attitudes, et accomplissent des activités. A cet effet, les suivre est approprié pour observer et recueillir des informations pertinentes concernant la mise en forme des demandes.

L'initiative 1000+ : terrain d'investigation et composantes clés

Le terrain d'investigation retenu est *Ifangni*, l'une des communes situées au Sud Est du Bénin où le projet 1000+ est mis en œuvre (Figure 1). Les statistiques de l'INSEA (2016) montrent qu'Ifangni est une région marginalisée, avec une pression démographique de plus de 300 habitants au km², et une sévérité de la pauvreté de l'ordre de 3,9. Aussi, de nombreux jeunes abandonnent leurs villages. L'initiative 1000+ vise à redonner espoir aux petits paysans à travers l'accès aux marchés d'intrants et de vente des produits. Elle est conçue par l'Union Communale des Producteurs (UCP Ifangnin) avec l'appui technique du Centre International pour la Fertilité des Sols et le Développement Agricole en Afrique (IFDC) et le soutien financier de l'Alliance Stratégique pour le Développement Agricole en Afrique (SAADA).

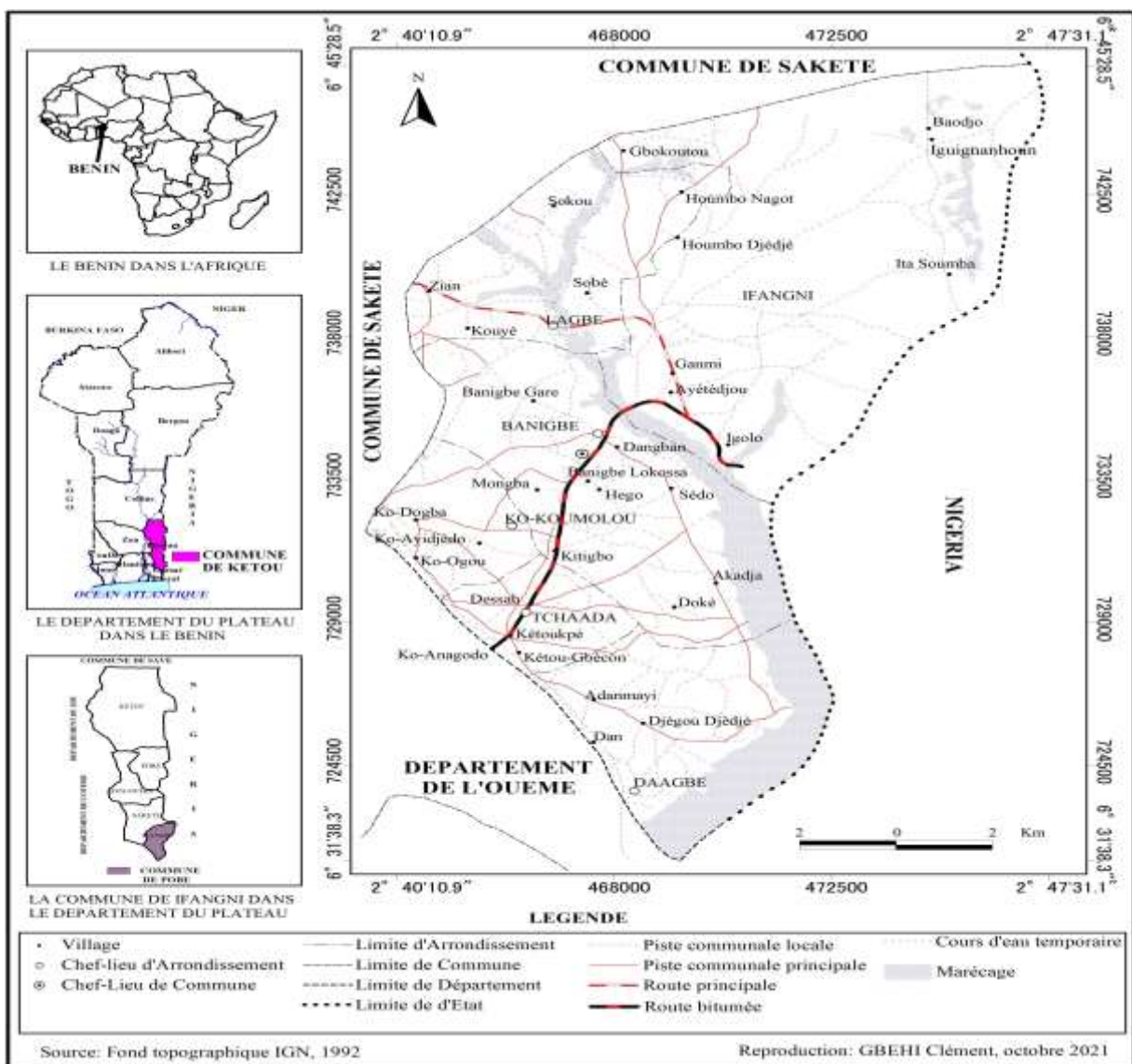


Figure 1 : Situation géographique de la commune d'Ifangni.

Dans ce processus, offrir des services de qualité et concordants aux demandes des petits paysans a constitué la préoccupation majeure des promoteurs du projet 1000+. L'idée centrale est d'outiller les petits paysans, individuellement ou collectivement, sont mieux outillés pour sélectionner et payer les services désirés ; alors que les prestataires renforcent la promotion des systèmes de connaissances locales, stimulent et assistent la formation des groupements d'intérêt économique (GIE) et facilitent l'accès à une variété de services. Cette idée apparaît également à la marge des recherches en anthropologie économie percevant la demande comme "économique", c'est-à-dire l'ensemble de services dont l'accès nécessite un pouvoir d'achat (Poulton *et al.*, 2011), contrairement aux promoteurs du financement axé sur la demande qui plaident pour l'articulation des demandes substantives (Gbêhi, 2021 ; Kiger et Adodo, 2010). Ces derniers postulent la nécessité de processus de médiation qui améliorent l'implication des petits paysans dans la formulation des priorités et l'exécution des actions.

Les arrangements de financement retenus incluent l'obligation faite aux responsables de l'UCP-Ifangni de préparer chaque année une proposition technique et financière indiquant les activités à exécuter, les responsables et les coûts, y compris la contribution financière des petits paysans. SAADA supporte les coûts liés aux prestations de services. Les fonds alloués sont gérés par l'UCP-Ifangni qui décide et paye les services désirés. Quant aux petits paysans ils supportent les coûts des intrants (engrais, main-d'œuvre, etc.) et de participation aux réunions, et une part des coûts liés aux prestations des consultants. Dans ce dernier cas, des prélèvements de 10 % sont opérés sur les montants remboursés après défalcation des crédits.

Quant à la nature des services, l'articulation des demandes est retenue comme l'approche d'intervention. Celle-ci comprend cinq phases illustrées par la Figure 2. Mais l'analyse des profils met en lumière que les responsables l'UCP-Ifangni ne sont pas en mesure de mettre en œuvre l'approche retenue, non seulement en raison du manque de compétences mais aussi parce que leurs occupations habituelles ne permettent pas d'y consacrer le temps nécessaire. L'UCP-Ifangni a recruté une ONG dénommée OPADEB. Ensemble, ces deux organisations ont constitué une équipe UCP-OPADEB dont les membres incluent le secrétaire de l'UCP-Ifangni et deux animateurs de l'ONG ayant chacun le niveau universitaire en socio-anthropologie et agronomie et trois ans d'expériences. Des ateliers d'échanges organisés ont permis de renforcer leurs capacités concernant l'approche d'intervention.

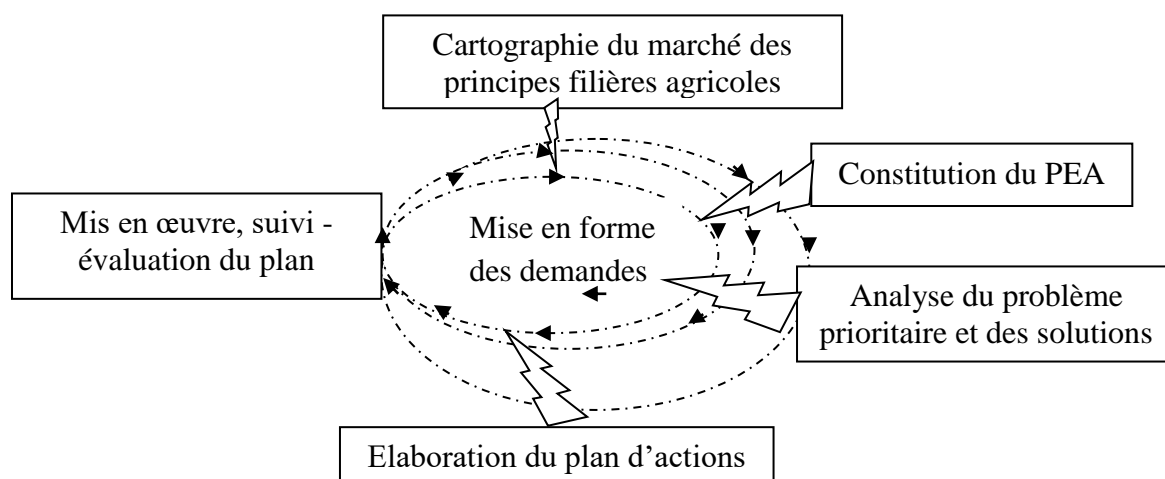


Figure 2 : Cycle de l'articulation des demandes mis en œuvre.

Source : Adapté à partir de Gbêhi (2015).

Méthodes de recherche

Avec les composantes clés de l'initiative 1000+ à l'esprit, des investigations approfondies conduites ont permis de reconstituer comment la co-construction des demandes a été facilitée et médiée. Les entretiens semi-structurés avec les parties prenantes impliquées dans l'initiative 1000+ et les observations participantes déployées comme des techniques de recueil ont été au moyen des outils que sont la grille d'observations et le guide d'entretiens. Celles-ci ont été choisies parce qu'elles demeurent des méthodes privilégiées de l'approche de suivi des acteurs (Lamine *et al.*, 2014 ; Sylvis et alexander, 2014). En définitive, ces méthodes sont réalisées auprès de huit responsables des GV, de l'UCP-Ifangni et de l'ONG OPADEB, de deux gestionnaires de la Société de Distribution des Intrants (SDI) et de la Caisse Locale et de Crédit Agricole Mutuelle (CLCAM), de dix-sept petits paysans et de cinq commerçantes. Elles portaient sur les événements critiques, les acteurs impliqués, les rôles joués et les modes de coordination, l'articulation des demandes et les processus de médiation mobilisés, et les services fournis. Afin d'accroître la chance de compréhension des efforts consentis, les informateurs dressent, dans un premier temps, une liste de dix acteurs qui ont joué des rôles déterminants ; ensuite, ils constituent des groupes de trois acteurs ; et enfin ils comparent les groupes deux à deux, en focalisant les réflexions sur les efforts consentis par les acteurs listés.

Les investigations qualitatives approfondies sont complétées par des enquêtes auprès de 172 petits paysans sélectionnés au hasard sur la base de la liste établie dans le cadre du Pôle d'Entreprises Agricoles (PEA) (IFDC, 2014). Les thèmes abordés concernent la composition

et la taille de l'entreprise, les systèmes de production y compris les modes de tenure foncière, les contraintes exprimées, les technologies GIFS appliquées, l'approvisionnement en intrants, la commercialisation des produits, et l'appréciation des services fournis par le projet 1000+.

Les données recueillies lors des interviews sont analysées au moyen de l'approche développée par Mendez (2010). Plus précisément, les événements critiques mentionnés par plusieurs informateurs comme importants sont identifiés. Subséquemment, les données collectées sont exposées par événements et triangulées avec les observations participantes et de l'analyse documentaire. Enfin, les conclusions tirées sont validées lors des réunions de restitution avec les membres de l'équipe UCP-OPADEB, les responsables de l'UCP-Ifangni et des GV.

2. Exposés des résultats

Cette section expose les événements critiques importants qui ont façonné la mise en œuvre de l'initiative 1000+. Ces événements qui constituent des occasions d'interactions entre l'ensemble des parties prenantes, sont apparus déterminants dans la compréhension des médiations tenues par les membres de l'équipe UCP-OPADEB.

Réalisation de la cartographie des marchés

En mars 2006, les membres de l'équipe UCP-OPADEB se sont engagés dans la réalisation de la cartographie des marchés, avec l'objectif (i) d'analyser les filières agricoles porteuses des communes limitrophes d'Ifangni, d'Adja-Ouèrè et de Sakété ; et (ii) d'identifier les problèmes vécus par les petits paysans et les solutions localement développées. Un tel processus reconnu comme déterminant dans la formulation des priorités, nécessite une série d'activités dont la coordination s'identifie à ce que Hall *et al.* (2002) argumentent comme "le besoin d'évaluation" des filières agricoles. Cependant, les expertises requises pour conduire efficacement ce processus de médiation manquent. A cet effet, l'UCP-Ifangni a recruté un économiste qui a formé et assisté les membres de l'équipe UCP-OPADEB.

Dès lors, les membres de l'équipe UCP-OPADEB se sont organisés en deux groupes, et ont réalisé au total 11 discussions de groupes, 148 enquêtes individuelles et 16 visites de sites. Les données collectées incluent les filières agricoles prioritaires, les acteurs intervenant, les opportunités et les contraintes, l'accès à l'information, l'environnement des affaires et les structures d'appui. Des outils participatifs qui améliorent la communication et valorisent les idées des agents économiques (petits paysans, commerçants et transformateurs) sont élaborés.

Ces outils incluent la carte des marchés, le schéma des flux et la matrice des séquences des filières agricoles. Aussi, les statistiques de production et de commercialisation sont évaluées et intégrées dans le rapport soumis aux responsables de l'UCP-Ifangni.

Le coordonnateur de l'équipe UCP-OPADEB a conclu que la cartographie des marchés s'est avérée un processus riche en soi en ce sens qu'elle a permis d'établir le répertoire des agents économiques qui animent les principales filières agricoles identifiées que sont le palmier à huile, le maïs et le manioc. Les petits paysans ont d'ailleurs reconnu que les interactions sont productives, estimant que les outils participatifs élaborés ont suscité beaucoup d'intérêt et confiance mutuelle. Ces facteurs apparaissent explicitement dans les explications du président de l'UCP-Ifangni qui a apprécié le rapport comme *“la chenille ouvrière ayant permis de négocier la filière prioritaire qu'est le maïs blanc”*. C'est par rapport à elle que le problème prioritaire vécu est analysé, et des actions sont formulées.

Validation du rapport soumis

On retrouve ici la flexibilité, un autre processus de médiation appréciable à partir des efforts investis pour organiser des ateliers de validation du rapport de la cartographie des marchés, une activité non initialement anticipée, mais apparue critique aux yeux des responsables de l'UCP-Ifangni. Cependant, des divergences ont émergé lors des ateliers de validation du rapport qui ont regroupé les responsables de l'UCP-Ifangni, des GV, et des commerçantes, de la CLCAM, de l'INRAB, du SCDA-Ifangni et le l'IFDC. En effet, pour les responsables des GV comme pour les commerçantes, le maïs blanc constituait la meilleure option contrairement aux argumentaires du président de l'UCP-Ifangni et du représentant de l'IFDC qui optaient plutôt pour le palmier à huile. Une commerçante explique que, *“les déficits enregistrés chaque année pour satisfaire les demandes, expliquent en partie le choix porté sur le maïs blanc”*. Cette explication justifie manifestement pourquoi tous les participants ont soutenu le faible rendement du maïs comme le problème prioritaire. Malgré la non-prise en compte des problèmes exprimés (accès aux crédits, impraticabilité des pistes, manque de hangars), les commerçantes ont assuré de jouer des rôles déterminants.

Outre la facilitation des négociations ayant permis la priorisation, l'analyse révèle que des efforts sont consentis pour constituer le PEA. Ici, les arguments des responsables de l'UCP-Ifangni ont été déterminants, et amélioré la perception des commerçantes concernant les bénéfices en termes d'opportunités de marchés (accès à l'information, coûts de transaction) et

de liens d'affaires. Les commerçantes ont alors suggéré la sélection des membres du PEA au moyen de la confiance. L'une des femmes se rappelle des raisons évoquées : *“la réduction des risques de détournement de la production vers d'autres marchés de commercialisation”* et *“la volatilité des prix”*. De ce point de vue, les expériences du président de l'UCP-Ifangni ont été décisives et permis de retenir 19 GV (sur les 32 que comptent Ifangni), 18 commerçantes, 1 représentant de SDI, 2 gestionnaires des institutions de microfinances (CLCAM), 2 responsables de l'INRAB et 2 agents du SCDA-Ifangni.

Lorsqu'il est interrogé sur la fiabilité du PEA, le président de l'UCP-Ifangni a reconnu qu'à cette étape, *“le PEA est plus initié qu'il n'est effectif au sens de la construction de liens d'affaires avec les commerçantes d'une part, et les autres parties prenantes à savoir la SDI, la CLCAM, l'INRAB et le SCDA d'autre part”*. Une telle construction passe par la définition des arrangements permettant une redistribution de la valeur vers les petits paysans. C'est dans cette perspective que des efforts sont investis pour analyser le faible rendement du maïs blanc.

Analyse du faible rendement du maïs blanc et recherche de solutions

L'approche adoptée par les membres de l'équipe UCP-OPADEB est axée sur la facilitation des négociations avec les responsables des GV, doublée de la construction des réseaux avec l'INRAB et le SCDA. Trois processus d'accroche ont ainsi émergé : la caractérisation des petits paysans, l'identification des causes du faible rendement de maïs et la recherche de technologies appropriées. Tous les participants ont reconnu que les petits paysans exploitant moins d'un hectare sont souvent marginalisés dans l'accès aux ressources productives (engrais, crédits, etc.). L'un des responsables de GV témoigne que *“ces petits paysans se trouvent au cœur des réflexions concernant les différentes technologies à promouvoir pour améliorer la fertilité des sols et accroître le rendement du maïs”*. Deux causes ont ainsi été mises en évidence : la réduction de la durée de la jachère de 8 ans à moins de 2 ans et le manque d'engrais chimiques dû en partie à leur coût élevé et à l'inexistence de l'offre.

C'est au cours des négociations que des technologies locales améliorées, notamment la jachère améliorée à base de *‘pois d'angole’*, de *‘Mucuna’* ou de *‘Stylosanthes’* et le semis direct sous couverture de résidus de récolte, sont proposées. Toutefois, les négociations se sont soldées par des objections parce que jugées inappropriées pour répondre aux carences minérales des sols cultivés. Les responsables des GV sont en faveur des *“innovations”* qui incluent l'utilisation des engrais (NPK et Urée). Les technologies de Gestion Intégrées de la

Fertilité des Sols (technologies GIFS) suggérées par l'un des chercheurs de l'INRAB invité aux ateliers pour l'occasion, et soutenues par les représentants du SCDA, s'inscrivent dans cette perspective (voir Tableau 1). Cependant, les responsables des GV ont porté des réserves concernant les options impliquant le *Mucuna* qui occupe les parcelles pendant deux saisons agricoles, et les résidus de ménage à collecter et transporter jusqu'au champ. Ils concluent "qu'au regard des contraintes foncières et des coûts de transport, ces options sont non viables", une conclusion soutenue par 98 % des petits paysans interviewés. L'explication selon laquelle chaque petit paysan choisit la ou les technologies désirées a amélioré les perceptions. Ils ont alors donné leur accord pour la promotion des technologies GIFS.

Tableau 1: Différentes options GIFS développées et leurs coûts.

Technologies GIFS	Coût/ha (x 1000 F)	Rendement (kg/ha)
T ₁ Semence améliorée + résidus (ménage et/ou récolte)	-	1.300
T ₂ Semence améliorée + N ₁₄ P ₂₃ K ₁₄ (100 kga) + Urée (50 kg)	58	1.685
T ₃ Semence améliorée + N ₁₄ P ₂₃ K ₁₄ (100 kg/ha) + Urée (50 kg/ha) + résidus	58	2.530
T ₄ Semence améliorée + N ₁₄ P ₂₃ K ₁₄ (200 kg) + Urée (100 kg) + résidus	95	3.207
T ₅ Semence améliorée + N ₁₄ P ₂₃ K ₁₄ (100 kg/ha) + Urée (50 kg/ha) + <i>Mucuna</i>	58	2.805
T ₆ Semence améliorée + N ₁₄ P ₂₃ K ₁₄ (200 kg/ha) + Urée (100 kg/ha) + <i>Mucuna</i>	95	3.540

Source: Compilation des données à partir des rapports UCP-OPADEV.

Traduction des résultats de l'analyse en plans d'actions

L'accord ainsi obtenu a généré un nouvel enjeu, celui des négociations des arrangements à mettre en œuvre. Ici, la construction des réseaux élargis incluant aussi les gestionnaires de la SDI et de la CLCAM est apparue comme une ressource fondamentale additionnelle pour le succès des négociations. Par exemple, pour les responsables des GV comme pour les responsables du SCDA et de l'INRAB, il est essentiel que les négociations focalisent les contraintes qui handicapent l'accès aux engrais et crédits. Les enquêtes approfondies ont mis en exergue que les responsables des GV ont, par anticipation, dressé la liste des petits paysans jugés solvables, les options GIFS choisies et les superficies prévues (Tableau 2). Alors que les gestionnaires de la SDI et de la CLCAM expliquaient les conditions d'accès aux engrais et aux crédits, les représentants du SCDA et de l'INRAB aidaient à évaluer les activités et leurs

coûts respectifs. Cette organisation impose des efforts considérables de la part des membres de l'équipe UCP-OPADEB pour animer et coordonner les négociations.

Les négociations pour l'accès aux marchés d'engrais sont apparues déterminantes en raison des exigences de la SDI, en termes de quantité à commander (au moins 10 tonnes), de recevabilité de la demande (validée par la FUPRO-Bénin) et de délai (un an au moins à l'avance). Le secrétaire de l'UCP-Ifangni explique que *''les compromis sont à double face, négociés à la fois avec les gestionnaires de la SDI et le responsable SCDA en vue de faciliter l'accès aux engrais NPK et Urée à partir du stock mis en place chaque année au niveau du SCDA''*. Les responsables des GV se sont réjouis que des négociations aient résulté l'élaboration du plan d'actions consensuel qui intègre non seulement les actions et les arrangements établis par GV (intrants, crédits, formation et suivi-conseils), mais également la participation financière des petits paysans. Le plan d'actions est soumis aux responsables de l'UCP-Ifangni et de l'IFDC qui ont évalué favorablement la cohérence des actions retenues : la décision est alors prise de mettre en œuvre les actions retenues et les arrangements établis.

Tableau 2 : Evolution dans la mise en œuvre des actions et services entre 2006 et 2014.

Années	CF (F.CFA)		NGS	NPPI	SC	QIC		
	IFDC	UCP				Semence	NPK	Urée
2006-07	3.000	1 440	19	523	523	13,07	79	26
2007-08	2 785	1 440	30	667	528	13,36	80	27
2008-09	1 404	101, 6	32	684	814	13,70	123	42
2009-10	1 976	494	32	832	1 215	20,45	185	62
2010-11	2 005	1 000	44	861	1 712	28,81	260	87
2011-12	2 150	578	44	882	1 703	28,66	261	88
2012-13	2 150	398	44	882	1 969	33,14	300	100
2013-14	3 620	1 331	44	882	2 315	39,00	351	118

CF : Contribution Financière (x 1000 F.CFA) ; NGS : Nombre de Groupements Supportés ; NPPI : Nombre de Petits Paysans Impliqués ; SC : Superficies Cultivées (ha) ; QIC : Quantité d'Intrants Consommés (Tonnes).

Source : Compilation à partir des rapports d'activités UCP-OPADEB.

Mis en œuvre des actions et arrangements établis

Ici, les membres de l'équipe UCP-OPADEB ont appuyé les responsables des GV dans la réalisation des arrangements retenus dans le plan d'actions. Le renforcement des capacités des petits paysans au niveau de chaque GV par exemple, sur les technologies GIFS et les stratégies de marketing, a inclus des séries d'évènements - baptisées *''formation en cascade''*.

Dans ce processus qui contraste avec l'apprentissage mutuel (Claver, 2011), les petits paysans ne peuvent affecter ni les connaissances transférées ni l'approche utilisée. Cependant, ils ont bien apprécié la manière dont les sessions sont conduites. Les investigations révèlent qu'entre deux sessions de discussions, des exercices pratiques sont développés et des jeux de rôle réalisés. Mieux, des paysans qui ont l'expérience de technologies similaires témoignent des itinéraires techniques et des rendements obtenus. Les efforts conjugués ont certainement contribué à améliorer les connaissances des petits paysans : 87 % estiment satisfaits des explications, notamment les témoignages de leurs pairs jugés très motivants.

Tous les petits paysans ont également bien apprécié les différents services fournis, notamment l'approvisionnement des intrants, l'allocation de crédits pour la main-d'œuvre (60.000 F. CFA/ha) et les visites de parcelles organisées par les membres de l'équipe UCP-OPADEV conjointement avec les TSPV et les CPV pour évaluer le degré d'application des connaissances acquises et apporter les conseils appropriés. Le coordonnateur de l'équipe UCP-OPADEV explique que *“ces appuis ont été déterminants dans les rendements intéressants obtenus qui varient entre 1000 Kg à 2800 Kg/ha selon l'option choisie, contre 400 à 600 Kg/ha dans le système traditionnel”*. La vente groupée a eu lieu conformément aux contrats signés avec la CLCAM qui procédait au paiement au comptant, après la déduction des dettes contractées et de la contribution financière. A cette étape de la mise en œuvre du projet 1000+, aussi bien les responsables de l'UCP-Ifangni que les agents économiques se sont accordés sur les bénéfices enregistrés, exprimant leur satisfaction vis-à-vis des services d'affaires établis. En particulier, le président de l'UCP-Ifangni explique *“les résultats intéressants obtenus par l'approche adoptée qui offre une large marge de manœuvre de décisions dans la gestion des ressources financières et l'exécution des actions”*. Cette approche, assimilable au “laisser-faire” argumenté par Desjeux (1987 : 169), est également mis en œuvre lorsqu'il est la contrainte de la baisse du prix du maïs blanc est expérimentée.

Apprentissage de l'expérience togolaise suite à la baisse du prix de vente du maïs blanc

En 2009, la mise en œuvre du projet 1000+ était une phase critique. La promotion du maïs blanc devenait effective alors qu'il est enregistré une baisse drastique des prix de vente passant de 210 à 175 F CFA/kg sur les marchés locaux, une baisse expliquée en partie par les

importations massives à partir du Nigeria. Aussi bien les autres membres du PEA que les autorités de l'IFDC sont informés. Des réactions spéculatives de la part des commerçantes et des transformatrices sont observées. Ces dernières ont difficilement accepté le prix de vente de 190 F CFA/kg. Alors que les responsables de l'UCP-Ifangni expérimentaient cette situation non initialement anticipée, les prévisions faites par l'ONASA (Office Nationale pour la Sécurité Alimentaire) concluent que cette tendance risque de se maintenir les années à venir ; ce qui signifie que la promotion du maïs blanc n'est plus économiquement rentable.

Des discussions ont eu lieu avec les autorités de l'IFDC qui ont informé les responsables de l'UCP-Ifangni de l'expérience togolaise de promotion du maïs jaune. Une proposition de visites d'échange au Togo est alors négociée et financée à hauteur de 75 % sur les subventions du projet 1000+ ; le reste du budget (soit 25 %) est supporté par l'UCP-Ifangni. Au cours des visites organisées du 06 au 09 janvier 2010, les quinze participants ont échangé avec les responsables des Organisations des Producteurs Togolais et visité les industries agro-alimentaires. Ils ont notamment appris comment le maïs jaune est promu : recherche de marchés avant la production. Sidérés, les responsables de l'UCP-Ifangni ont acheté 3,5 tonnes de semences de maïs jaune au profit des paysans.

Changement de partenaires commerciaux, mais maintien de la théorie initiale du projet

Une fois retournée au Bénin, les participants du voyage d'étude au Togo ont partagé avec les autres membres du PEA les leçons apprises, et plaidé la nécessité de répliquer l'expérience togolaise. Dans cette perspective, les actions du président de l'UCP-Ifangni assisté du directeur de l'ONG OPADEB ont permis d'une part, d'enrôler trois agro-industries d'élevage qui fabriquent des provendes à base de maïs jaune (*Djigidovo*, *Veto-services* et *Agri Satch-Bénin*) et d'autre part, de négocier et d'élaborer des plans d'actions couvrant la période 2009 à 2012. Les protocoles d'accords signés prévoient qu'en début de chaque campagne agricole les parties contractantes négocient les quantités, les normes de conservation et le prix de cession suivant les coûts sur le marché mondial. Toutefois, des conflits ont émergé suite à la répartition de la demande de 480 tonnes de maïs jaune exprimée par les agro-industries pour la campagne agricole 2009-2010. En effet, les responsables des GV ont contesté la sélection par les responsables de l'UCP-Ifangni de 160 paysan. L'un des responsables des GV explique

que “*les critères utilisés (capacité à emblaver au moins 2 ha et à appliquer les technologies GIFS) excluent les petits paysans, contrastant ainsi avec l’un des postulats du projet 1000+*”.

L’analyse révèle que les responsables de l’UCP-Ifangni ont préféré la carte de l’apaisement, déployant une stratégie axée sur la négociation, et dont les conclusions attribuent un hectare de production de maïs jaune à chaque petit paysan. Ainsi, de 2009 à 2014, le “mariage d’affaires” conclu avec les agro-industries est mis en œuvre ‘sans heurts’. Tous les paysans ont reconnu que l’accès en ressources productives n’a pas fait défaut, se réjouissant d’avoir gagné un peu plus d’argent. Cette satisfaction apparaît également dans les commentaires du président de l’UCP-Ifangni qui conclut que les services fournis n’auraient pas été effectifs si des efforts considérables n’étaient investis pour établir des relations non seulement avec les commerçantes et les agro-industries mais également avec l’INRAB, le SCDA et la CLCAM. Au fond, les responsables des GV ont expliqué à l’unanimité que les efforts consentis ont permis l’applicabilité des technologies GIFS et de la commercialisation des produits”.

Discussion : réflexions conceptuelles et implications politiques

L’expérience discutée dans cet article révèle que l’articulation des demandes intègre plusieurs services et arrangements institutionnels et organisationnels. Comme de nombreuses initiatives novatrices des dispositifs privatisés, les promoteurs de l’initiative 1000+ ont mobilisé plusieurs processus de médiation que sont la cartographie des marchés, l’adaptation les services fournis aux défis émergents, la construction des réseaux, l’apprentissage mutuel et la facilitation des négociations. Dans cette section, les leçons théoriques et pratiques au regard des efforts consentis lors de la mobilisation des processus de médiation sont discutées.

La cartographie des marchés et la flexibilité ont stimulé l’intérêt et soutenu la confiance

Plusieurs recherches s’accordent à reconnaître que pendant longtemps, les interventions de développement reposaient sur la méconnaissance des conditions et des opportunités locales. Ces recherches ont plaidé pour le recours à la cartographie des marchés au cours de laquelle suffisamment d’efforts sont consentis pour assister les bénéficiaires dans l’analyse des ressources productives, des pratiques et des institutions qui organisent les marchés, des potentialités et opportunités locales, des contraintes expérimentées et des solutions localement

développées (Gbêhi, 2021 ; Albu et Griffith, 2006). L'initiative 1000+ s'inscrit dans cette perspective, avec l'opportunité d'intégration des petites exploitations agricoles de type familial aux systèmes de marché. On remarque que la cartographie des marchés a constitué la "tête de pont" des processus d'articulation des demandes des petits paysans.

En particulier, des efforts considérables sont investis pour identifier et prioriser les filières agricoles porteuses et les problèmes expérimentés. Les résultats de cette recherche montrent que ces efforts investis sont expérimentés comme ayant stimulé l'intérêt et créé la confiance mutuelle. Aussi, ces efforts ont permis aux responsables de l'UCP-Ifangni de prendre des décisions appropriées concernant par exemple l'allocation des ressources financières et des expertises pour la mise en œuvre d'actions adaptées et concordantes aux attentes des petits paysans. Des explications de l'engagement des responsables des GV sont alors mises en exergue. Ces derniers ont d'ailleurs reconnu avoir eu moins de crainte, contrairement à d'autres projets dont les structures de gouvernance sont corsées.

Des efforts sont consentis lorsque l'initiative 1000+ a expérimenté un certain nombre de défis dont notamment la démotivation des petits paysans face aux prix non incitatifs proposés par les commerçantes. L'expérience prouve que des arrangements sont alors mis en œuvre pour faciliter la promotion de la filière maïs jaune. Un tel changement n'a pas toujours été le cas dans d'autres politiques de développement (Gbêhi *et al.*, 2021 ; Sogbohossou *et al.*, 2005 ; Fournier *et al.*, 2018 ; Vallema *et al.*, 2013). La mise en œuvre de ces arrangements non initialement anticipés prouve que l'initiative 1000+ est flexible et dotée non seulement de capacité d'adaptation au regard des défis émergents, mais également de réédition de l'intérêt et de la confiance initiale. Bruges *et al.* (2008) soutiennent que ces deux facteurs sont souvent déterminants dans les négociations concernant la co-construction des demandes.

La facilitation des réseaux et des négociations au cœur de l'articulation des demandes

On observe à l'évidence que la construction des réseaux et la facilitation des négociations sont des processus de médiation déterminants dans l'offre de services de qualité et accessibles aux petits paysans. L'articulation des demandes telle qu'elle est conçue et mise en œuvre dans le projet 1000+ peut être assimilable aux "démarches multi-acteurs" (Kilelu *et al.*, 2017 ; Clavel, 2011). Elle implique plusieurs acteurs ayant des attentes et des exigences différentes.

Cependant, leurs interactions ne sont pas régulées par des approches de mobilisation de groupes “d’actions collectives” (Williamson, 1998) ; mais plutôt organisées à partir de la dynamique des réseaux telles que perçues par Latour (2005 & 1999) et Simões (2002) : valorisation des ressources et des expertises des différentes parties prenantes enrôlées. Par rapport aux réflexions de la FAO (2015), il est alors permis d’observer que certaines difficultés souvent enregistrées lors de l’intégration des petits paysans aux systèmes de marchés telles que le faible niveau des capacités et d’économie d’échelle, le manque de volonté d’apprendre des besoins du marché et les spéculations des commerçants, sont évitées.

L’évidence fait également ressortir que la facilitation des négociations a constitué une composante essentielle de la mise en forme des demandes. Par exemple, la compréhension des priorités des responsables des GV amène à une demande différente de celle du président de l’UCP-Ifangni et du représentant de l’IFDC. Une telle divergence est certainement source de conflits. Des conclusions similaires peuvent être tirées en ce qui concerne la promotion des technologies locales suggérées par les membres de l’équipe UCP-OPADEV ou encore les exigences de la SDI en ce qui concerne l’offre d’engrais chimiques. C’est également le cas lors des contestations suite à la sélection de 160 entreprises agricoles devant abriter la production de maïs jaune. Dans l’un ou l’autre cas, des efforts sont consentis pour apprendre et négocier l’accès des petits paysans à une variété de ressources productives dont notamment le conseil technique, les intrants et crédits, et la commercialisation des produits.

Cependant, les petits paysans, perçus comme la cible privilégiée, sont absents de plusieurs activités comme par exemple la priorisation des filières agricoles, l’analyse des problèmes expérimentés et la recherche de solutions, ou encore la traduction des résultats de l’analyse en plan d’actions. Cette situation limiterait la légitimité des processus de médiation mobilisés. L’analyse révèle toutefois que les responsables des GV ont défendus “corps et âme” les intérêts des petits paysans. Mais au-delà du fait qu’ils ont *agi comme ayant reçu des mandats de porte-parole et représentant vis-à-vis des autres membres du PEA, les attentes des petits paysans* (Callon et Law, 1989), l’initiative 1000+ prouve que l’incorporation de leurs idées a amélioré la construction des réseaux et la facilitation des négociations. Weber (2002) s’y réfère en termes de “support politique”, en ce sens qu’elle a permis la construction du consensus. Il est alors loisible de conclure que les résultats mitigés enregistrés dans les interventions passées peuvent en partie être expliqués par la non prise en compte de cette

dimension prospective. Toutefois, elle ne suffit pas pour améliorer la qualité des actions exécutées. L'analyse établit que le renforcement des compétences a soutenu les processus de médiation déployés, et en conséquence l'effectivité de l'articulation des demandes.

Conclusion

La promotion de l'approche orientée vers la demande a entraîné un changement de théories et de pratiques pour les interventions de développement. A partir du modèle de financement axé sur la demande du projet 1000+, cet article a montré que plusieurs processus de médiation sont mobilisés : la cartographie des marchés et la flexibilité ont balisé le chemin et donné une cohérence à la formulation des priorités, de même qu'elles ont préparé le terrain pour la construction des réseaux et la facilitation des négociations. Ces deux derniers processus de médiation ont facilité non seulement l'accès des petits paysans aux ressources productives nécessaires ayant soutenu l'accroissement des rendements, mais aussi la commercialisation des produits. Ainsi, l'initiative 1000+ corrobore les conclusions de plusieurs analystes selon lesquelles ces processus de médiation représentent des approches pertinentes, surtout si les résultats espérés sont d'améliorer l'effectivité des actions concordants aux demandes des paysans (Shiferaw, 2011 ; Hailu, 2012 ; Prager *et al.*, 2016).

Mais au-delà, et c'est là la contribution *in fine* de cette recherche, il est apparu deux forces motrices considérées comme "environnement structurant" légitimant les processus de médiation déployés : l'incorporation des idées et connaissances locales et le renforcement des compétences techniques et organisationnelles. En ce sens, des efforts considérables sont encore nécessaires pour promouvoir cet environnement structurant si les initiatives novatrices des dispositifs privatisés espèrent offrir des services de qualité qui facilitent l'intégration des petits paysans aux systèmes de marchés, et stimuler les changements et les innovations espérés. Les réflexions menées sur la médiation gagneraient à mieux appréhender ces forces motrices, de sorte que les idées et les connaissances et les compétences dans la formulation des priorités et la définition d'objectifs cohérents ainsi que l'offre de services de qualité, ne soient facilités que par les gouvernants et les partenaires techniques et financiers, à l'instar de ce qui se fait dans les interventions classiques. Il serait pertinent pour cela d'approfondir les conditions dans lesquelles les processus de médiation déployés sont rendus effectifs tout en supportant l'articulation des demandes.

Remerciements

L'auteur remercie les responsables du Centre d'Etude et de Promotion des Systèmes pour le Développement Durable (CEPROSYD) qui ont financé la recherche de terrain sur "les mécanismes d'offre de services" des initiatives novatrices des dispositifs privatisés. Il tient également à remercier les autorités de l'IFDC, de l'UCP-Ifangni et les membres de l'équipe UCP-OADEB qui ont offert le cadre, et aux paysans pour avoir consacré une partie de leur temps pour les discussions. L'auteur exprime toute sa gratitude aux Dr Aoudji Augustin et Yves Magnon pour les commentaires et les corrections de styles.

Références bibliographiques

- Albu, M. et Griffith, A. (2006) : Cartographie du marché : une approche participative. *Small Enterprise Development*. Vol. 17 N° 2. ITDG Publishing.
- Bardhan, P.K. (2000) : Understanding underdevelopment: challenges for institutional economics from the point of view of poor countries. *Journal of Institutional and Theoretical Economics*, 156 (1) : 216-235
- Beynon, J. with Akroyd, S., Duncan, A., and Jones, S. (1998) : Financing the future: options for agricultural research and extension in sub-Saharan Africa. Oxford Policy Management, Oxford, UK.
- Bierschenk, T., Chauveau, J-P. et Olivier de Sardan, J-P. (2000) : Introduction : Les courtiers entre développement et Etat. In. *Bierschenk, T., Chauveau, J-P. et Olivier de Sardan, J-P. Courtiers en développement : Les villages africains en quête de projets*. APAD, Karthala.
- Birner, R., Davis, K., Pender, J., Nkonya, E., Anandajayasekeram, P., Ekboir, J., Mbabu, A., Spielman, D., Horna, D., Benin, S. et Cohen, M. (2009) : From 'Best Practice' to Best Fit'. A framework for designing and analyzing pluralistic agricultural advisory services worldwide. *The Journal of Agricultural Education and Extension* 15 (4) : 341-355.
- Bruges, M. et Smith, W. (2008) : Participatory approaches for sustainable agriculture: A contradiction in terms? *Agriculture and Human Values* 25 (2) : 13-23.
- Carney, D. (1998) : Changing public and private role in agricultural service provision. London, UK: Overseas Development Institute.
- Clavel, D. (2011) : *Savoirs et développement rural : Le dialogue au cœur de l'innovation*. Éditions Quae.
- Compagnone, C., Goulet, F. et Labarthe, P. (2015) : Conseil privé en agriculture : Acteurs, pratiques et marché. Éditions Quae.

- Desjeux, D. (1987) : Stratégies paysannes en Afrique Noire : Le Congo (Essai sur la gestion de l'incertitude). L'Harmattan, Paris.
- FAO (2015) : Développer des chaînes de valeur alimentaires durables : Principes directeurs. Rome.
- Feder, G., Willet, A. et Zijp, W. (2001) : Agricultural Extension: Generic Challenges and the Ingredients for solutions. In : Wolf, S. and Zilberman, D. (eds), *Knowledge Generation and Technical Change: Institutional Innovation in Agriculture*. Kluwer Publishers.
- Fournier S, Boucher F, Cerdan C, Danflous JP, Ferré T, Sautier D, Chabrol D, Bridier B, Marie-Vivien D, Robineau O. (2018) : "L'innovation, condition de la pérennité des systèmes agroalimentaires localisés." Pp. 95–108 in *Innovation et développement dans les systèmes agricoles et alimentaires*.
- Gbêhi, C., Vodouhè, D. S. & Gbêhi, H. (2021) : The inclusive school of collective learning. *European Journal of Applied Sciences*, Volume 9 No. 2.
- Gbêhi, C. (2021). L'approche axée sur la demande : un nouveau modèle de production de connaissances pour l'agro-écologie ? In. *Pratiques de développement durable en Afrique : politiques, processus et innovations*, Hors-série, L'harmattan. France p. 72-91.
- Gbêhi, C. et Leeuwis, C. (2012) : Fostering demand-oriented service delivery? A historical reconstruction of the first experience with 'Private Funding, Public Delivery' in Benin. *Knowledge Manag. Develop J.*, 8 (2-3) : 105-127.
- Gbêhi, C. et Verschoor, G. (2012) : Making knowledge-based services more demand-oriented? An experience with "public funding, public delivery" extension in Bénin. *J. Agric. Ext. Rural Dev.*, 4(13) : 372-384.
- Gbêhi (2015) : Politiques de développement et de promotion des innovations agricoles : Analyse des modèles de privatisation des services autrefois assumés par l'Etat au Bénin. Thèse unique de Doctorat. UAC.
- Hailu, M. (2012) : Resserrer les liens. In. *L'essor des chaînes de valeur agricoles*. Hors-Série, Juillet 2012.
- Heemskerk, W., Nederlof, S. et Wennink, B. (2008) : Outsourcing agricultural advisory services: Enhancing rural innovation in SubSaharan Africa. KIT Bulletin 380. *Development Policy and Practice*. Royal Tropical Institute, Amsterdam.
- Katz, E. (2006). Agricultural services: current state of the policy debate. *Rural Development News*, 1.
- Kidd, A. D., Lamers, J. P. A., Ficarelli P. P., Hoffmann, V. (2000) : Privatising agricultural extension: Caveat Emptor. *Journal of Rural Studies*, 16 : 95-102.
- Kilelu CW, Klerkx L, Omore A, Baltenweck I, Leeuwis C, Githinji J. (2017) : "Value chain upgrading and the inclusion of smallholders in markets: reflections on contributions of

- multi-stakeholder processes in dairy development in Tanzania.” *European Journal of Development Research* 29(5):1102–21. doi: 10.1057/s41287-016-0074-z.
- Kilelu, W. C., Klerkx, L. et Leeuwis, C. (2014) : How dynamics of learning are linked to innovation support services : insights from a smallholder commercialization project in Kenya. *The Journal of Agricultural Education and Extension*. 20 (2) : 213-232.
- Kiger, B et Adodo, K. (2010) : Getting Fertiliser into farmers’ Hands. Grain de sel. No. 51.
- Latour, B. (2005). *La science en action : introduction à la sociologie des sciences*. La Découverte/Poche.
- Latour, B. (1999) : *Pandoras’s Hope: Essays on the Reality of Sciences Studies*. Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts. London, England.
- Labarthe, P. et Laurent, C. (2013) : Privatisation of agricultural extension in the UE : Towards a lack of adequate knowledge for small-scale farms? *Food Policy*. 38 : 240-252.
- Lamine, W., Fayolle, A. et Chebbi, H. (2014) : Quel apport de la théorie de l’acteur-réseau pour appréhender la dynamique de construction du réseau entrepreneurial ? *Management international*, 19(1) : 158-176.
- Le Coq, J-F., Faure, G et Saenz, F. (2012) : Les organisations de producteurs dans le système de services agricoles au Costa Rica. *Economie Rurale*. (330-331) : 175 - 190.
- Leeuwis, C. (2008) : *Communication for rural innovation. Rethinking agricultural extension*. Fourth ed. John Wiley & Sons.
- Mendez, A. (2010) : *Processus : concepts et méthode pour l'analyse temporelle en sciences sociales*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 259p.
- FAO. 2013. *Financement des chaînes de valeur agricoles - Outils et leçons*. Rome.
- Neuchâtel Group (2006) : *Demand driven Agricultural Advisory Services*. Switzerland.
- Neuchâtel Group (2008) : *Common framework on market-oriented agricultural advisory services*. Neuchâtel Group.
- Parkinson, S. (2009) : When farmers don't want ownership: reflections on demand-driven extension in Sub-Saharan Africa. *The Journal of Agricultural Education and Extension*. 15 (4) : 417 - 429.
- Poulton, C., Dorward, A. et Kydd, J. (2010) : The Future of Small Farms: New Directions for Services, Institutions, and Intermediation. *World Development* 38 (10): 1413-1428.
- Prager, K., Labarthe, P., Cagiano, M. et Lorenzo Arribas, A. (2016) : How does commercialisation impact on the provision of farm advisory services? Evidence from Belgium, Italy, Ireland and the UK. *Journal of Land Use Policy*, 52 : 329-344.

- Rivera, W. M. et Qamar, M. K. (2003) : Agricultural Extension, Rural Development and the Food Security Challenge. Rome : FAO, Extension, Education and Communication Services.
- Rivera, W. M. et Sulaiman, V. R. (2009) : Extension : Object of Reform, Engine for innovation. *Outlook on Agriculture* 38 (3) : 267-273.
- Shiferaw, B., Hellin, J. et Muricho, G. (2011) : Improving market access and agricultural productivity growth in Africa: What role for producer organizations and collective action institutions? *Food Security* 3 (4) : 475-489.
- Sogbohossou, C. A., Fassassi, R. et Wennink, B. (2005) : Public and Private funding of agricultural extension in Bénin. In: *Heemskerk, W., and Wennink, B. (eds.). Stakeholders-driven funding mechanisms for agricultural innovation. Case studies from Sub-saharan Africa*. Bulletin 373, KIT. Amsterdam, The Netherlands.
- Tobin, D., Glenna, L. et Devaux, A. (2016) : *Pro-poor ? Inclusion and exclusion in native potato value chains in the central highlands of Peru*. *Journal of Rural Studies*, 46 : 71-80.
- Vellema, S., Ton, G., de Roo, N. et van Wijk, J. (2013) : Value chains, partnerships and development: Using case studies to refine program theories. *Evaluation* 19 (3) : 304–320.
- Waters-Bayer, A., Van Veldhuizen, L., Wongtschowski, M., et Wettasinha, C. (2009) : Recognizing and enhancing processes of local innovation. In *P. Sanginga, A. Waters-Bayer, S. Kaaria, J. Njuki and C. Wettasinha (Eds.), Innovation Africa: enriching farmers livelihoods* (pp. 89-103). London: Earthscan.
- Yin, R. K. (2009) : *Case Study Research: Design and Methods*. Fourth ed. Sage Publications, Los-Angeles.